



CEAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org
Facebook : @ceasmayenne

CEAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CEAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par messagerie électronique aux seuls adhérents du CEAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Virginie Amirbacasse
Claude Guioillier
Nathalie Houdayer



Société

Conséquences financières du premier confinement Des disparités marquées selon les départements

Dans *Insee Première* n° 1850 d'avril 2021, Annie Firlej et Émilie Pawlowski (Insee) analysent les conséquences financières du premier confinement de 2020 à partir des données de l'enquête EpiCov réalisée auprès de 135 000 personnes âgées de 15 ans ou plus ⁽¹⁾.

La population française a été confinée du 17 mars au 11 mai 2020 dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19. Même si des mesures de soutien aux revenus (comme le recours à l'activité partielle) ont « permis d'amortir les conséquences pour les ménages », le premier confinement a eu des répercussions économiques sur les foyers.

Selon l'enquête EpiCov, en mai 2020, un quart des personnes âgées de 15 ans ou plus considèrent que la situation financière de leur ménage s'est dégradée depuis le début du confinement. Pour les deux tiers des personnes interrogées, la situation est restée stable.

Les habitants d'Île-de-France, du Sud-Est, des Hauts-de-France, de la Haute-Corse et des Antilles déclarent plus souvent avoir été impactés financièrement. C'est en Seine-Saint-Denis que la proportion est la plus élevée : 34 % des habitants déclarent avoir vu leur situation financière se dégrader. La Seine-Saint-Denis devance la Haute-Corse et la Guadeloupe.

À l'inverse, les personnes vivant en Bretagne, dans les Pays de la Loire, en Bourgogne-Franche-Comté mais aussi en Nouvelle-Aquitaine déclarent moins fréquemment avoir subi une situation financière dégradée (moins de 22 %). L'Orne et le Finistère sont les départements qui ont été le moins affectés sur le plan économique (au plus 17 %).

D'une façon générale, la situation financière des personnes vivant dans les départements où la part des retraités est élevée s'est moins souvent dégradée. C'est le cas dans l'Orne, les Hautes-Pyrénées, les Côtes d'Armor ou l'Aveyron qui comptent plus de 34 % de retraités parmi leurs habitants : moins de 18 % des personnes y déclarent avoir été affectés sur le plan économique. Dans ces mêmes départements, hors retraités, 29 % des personnes considèrent, au contraire, que leur situation financière s'est détériorée.

Plus globalement et hors retraités, l'impact financier est d'autant plus important que le niveau de vie est faible. Les départements où le recours au chômage partiel ou technique total est plus fréquent sont plus concernés : « Pour les salariés concernés, les mesures de chômage partiel ne compensent pas toujours les baisses de salaires ». Cela vaut particulièrement pour l'Aisne, les Alpes-Maritimes, la Savoie, la Seine-Saint-Denis, la Corrèze, les Ardennes et la Corse-du-Sud.

S'agissant de Paris, des Hauts-de-Seine et des Yvelines, les habitants ont moins souvent vu leur situation financière se dégrader qu'au niveau national. Le recours massif au télétravail exclusif a limité les baisses de revenu dans ces départements : « À Paris, 65 % des personnes ont exclusivement télétravaillé la semaine précédant l'enquête, 60 % dans les Hauts-de-Seine et 47 % dans les Yvelines ».



(1) – « Des conséquences financières du premier confinement plus ou moins marquées selon les territoires » (4 pages). L'enquête Épidémiologie et conditions de vie (EpiCov) a été mise en place par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees), l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Santé publique France et l'Insee dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Son objectif était d'estimer la dynamique de l'épidémie à un niveau national et départemental, ainsi que d'étudier l'effet du confinement et de l'épidémie sur les conditions de vie.

Fédération pour l'environnement en Mayenne

La Fédération pour l'Environnement en Mayenne (FE 53) a été créée en janvier



2011 par huit associations pour mieux porter et défendre l'environnement et la nature en Mayenne. Elle regroupe aujourd'hui vingt-six associations et des membres à titre individuel.

Elle vient de se doter d'un nouveau site Internet : <http://fe53.ovh>. On accède à diverses thématiques documentées : agriculture, pesticides, méthanisation, bocage, industries, carrières, air, ondes...

Association mayennaise d'action auprès des gens du voyage (Amav)

L'Association mayennaise d'action auprès des gens du voyage (Amav) a tenu son assemblée générale



le 22 avril. L'année écoulée a été marquée « par le contexte de la crise sanitaire qui est venue fragiliser la population des gens du voyage et bousculer les pratiques professionnelles » (mise en place de nouvelles modalités d'intervention). D'autres points marquants : la réécriture des projets de centres sociaux et aussi l'inauguration d'un nouveau véhicule aménagé « pour aller vers les familles et les recevoir dans de bonnes conditions ».

Au bureau de l'association : Fernand Granger, président ; Camille Besnier, vice-président ; Madeleine Lodé, trésorière ; Muriel Marpeau, secrétaire.

En Seine-et-Marne (où les parcs d'attractions représentent un secteur d'activité conséquent), dans les Alpes et le Sud, les habitants ont subi l'arrêt du tourisme : « *En Savoie et en Haute-Savoie, la saison touristique d'hiver a été interrompue brutalement avec le début du confinement et la fermeture des stations de ski* ». Dans ces deux départements, une personne sur trois (hors retraités) considère que sa situation financière s'est dégradée.



Emploi

Pays de la Loire : le niveau de diplôme est souvent décisif pour accéder à un emploi

Dans [Insee Flash Pays de la Loire n° 109 de mars 2021](#), Hélène Chesnel et Laurent Féfeu (Insee) abordent la question de la formation et de l'emploi pour les jeunes ligériens ⁽¹⁾.

En 2017, l'insertion des jeunes ligériens de 15 à 29 ans sur le marché de l'emploi est plus difficile que dix ans auparavant. Dans les Pays de la Loire, 73 % des jeunes ayant terminé leurs études ont un emploi ; ils étaient 79 % en 2007. Les auteurs avancent deux hypothèses : d'une part, les conséquences de la crise de 2008 qui a touché toutes les classes d'âge ; d'autre part, les réformes des retraites qui maintiennent plus longtemps en emploi les actifs les plus âgés. Cependant, la région des Pays de la Loire est la région de province où le taux d'emploi des jeunes est le plus élevé.

L'insertion des jeunes sur le marché du travail est plus difficile, et plus particulièrement pour les non-diplômés, voire les moins diplômés. Ainsi, 86 % des jeunes ligériens titulaires en 2017 d'un diplôme de niveau bac+3 ou plus travaillent, contre 37 % des non-diplômés.

En 2017, les jeunes ligériens sont 20 % à être titulaires d'un diplôme de niveau bac+3 ou plus et leur part a augmenté de 74 % en dix ans... alors que le nombre de jeunes sans diplôme (9 % de l'ensemble) diminue de 19 % entre 2007 et 2017.

Ces évolutions ont pour effet de voir les entreprises recruter des jeunes de plus en plus diplômés et dans toutes les professions, y compris pour les métiers peu qualifiés. Bien entendu, le recensement de population peut comptabiliser le diplôme déclaré, mais il ne peut rien dire de la professionnalité et ce quel que soit le diplôme.

(1) – « [Pays de la Loire – Entrée plus difficile dans la vie active, surtout pour les jeunes peu diplômés](#) » (2 pages). Les auteurs utilisent comme source le recensement de population de 2017, et avec des comparaisons sur dix ans. L'étude porte sur les jeunes de 15 à 29 ans ayant terminé leurs études.

La pensée hebdomadaire

« Peut-on en permanence se plaindre de l'hypercentralisation du pays et se désintéresser à ce point des élections régionales et départementales ? Ne tournons pas autour du pot : elles sont considérées au mieux comme un rendez-vous anodin dont il sera toujours temps de s'occuper quelques jours avant, au pire comme un rendez-vous inutile qui nous détournerait de l'essentiel : la présidentielle. Obnubilés par la course à l'Élysée, beaucoup de personnalités politiques, y compris en régions, de médias mais aussi de citoyens n'évoquent quasiment pas l'élection des conseillers départementaux et régionaux. Les énergies, les attentions, les petites phrases sont essentiellement tournées vers l'élection présidentielle devenue l'alpha et l'oméga de la vie politique française. Nous ne sommes pas à une contradiction près : l'État hyper-centralisé énerve autant qu'il fascine. Nous avons la dent dure quand Paris décide à notre place. Mais nous passons notre temps à préparer et célébrer l'entrée à l'Élysée. »

François-Xavier Lefranc, rédacteur en chef de *Ouest-France*, « D'autres chats à fouetter ? » (éditorial), *Ouest-France* des 10 et 11 avril 2021.